

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: Mali
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL :Annuel
ANNEE DE RAPPORT: 2020

Titre du projet: Approche intégrée pour lutter contre l'impunité et pour un accès amélioré à la justice dans le Centre du Mali													
Numéro Projet / MPTF Gateway: Veuillez sélectionner PBF/MLI/A-3													
Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:	Type et nom d'agence récipiendaire: RUNO HCDH (Agence coordinatrice) RUNO PNUD RUNO ONUFEMMES NUNO INTERPEACE Veillez sélectionner												
Date du premier transfert de fonds: 9 mars 2020 Date de fin de projet: 3 aout 2022 (30 mois) Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? Non													
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional													
Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire): <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">Agence récipiendaire</th> <th style="text-align: left;">Budget</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>HCDH</td> <td>\$ 1026157.82</td> </tr> <tr> <td>PNUD</td> <td>\$ 1000017.72</td> </tr> <tr> <td>ONUFEMMES</td> <td>\$ 987384.08</td> </tr> <tr> <td>INTERPEACE</td> <td>\$ 986440.36</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: right;">Total: \$ 3999999.98</td> </tr> </tbody> </table> <p>Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 18%</p> <p>*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES*</p>		Agence récipiendaire	Budget	HCDH	\$ 1026157.82	PNUD	\$ 1000017.72	ONUFEMMES	\$ 987384.08	INTERPEACE	\$ 986440.36	Total: \$ 3999999.98	
Agence récipiendaire	Budget												
HCDH	\$ 1026157.82												
PNUD	\$ 1000017.72												
ONUFEMMES	\$ 987384.08												
INTERPEACE	\$ 986440.36												
Total: \$ 3999999.98													
Budgetisation sensible au genre: Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes: 987,384.08 Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes: 59 416,02													
Marquer de genre du projet: GM2 Marquer de risque du projet: Moyen Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »): (1.2) État de droit													
Préparation du rapport: Rapport préparé par: HCDH Rapport approuvé par: Directeur HCDH Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: OUI													

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.

Partie 1 : Progrès global du projet

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères): Depuis la déclaration des premiers cas de COVID-19 au Mali, le gouvernement a pris diverses mesures dont la suspension des regroupements publics de plus de 50 personnes, la fermeture des frontières et la mise-en-place d'un couvre-feu. De plus, depuis juillet 2020, le pays a connu une série de crises socio-politiques, paralysant le gouvernement et aboutissant à un coup-d'État le 18 août 2020. Début octobre, un Président et un gouvernement de transition civils ont été nommés et les priorités du gouvernement ont été déterminées et parmi celles-ci figure le renforcement de la lutte contre l'impunité. Malgré cette situation, le projet a réussi à finaliser toutes les étapes nécessaires pour le démarrage. Au compte du Résultat 1, un atelier de conception du baromètre participatif s'est tenu entre les partenaires de mise-en-œuvre et le partenaire technique. De plus, six ateliers de conception des indicateurs se sont tenus avec les acteurs de la justice et les populations des six cercles d'intervention du projet. Au compte du Résultat 2, toutes les activités préparatoires ont été finalisées ainsi que la réalisation d'activités clés pour la réussite du projet telles que l'analyse du fonctionnement des chaînes civile et pénale des juridictions et le démarrage de la mise-en-place des comités consultatifs de sécurité (CCS) et des commissions foncières (COFO) dans les zones ciblées. Au compte du Résultat 3, presque toutes les activités préparatoires ont été finalisées (y compris l'identification du coordinateur national du projet et le partenariat avec la Commission nationale des Droits de l'Homme - CNDH).

Veillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Le 19 novembre 2020, un atelier de lancement du projet est prévu à Mopti en rassemblant les autorités et la société civile de Ségou et Mopti. La collecte de données pour le baromètre participatif, un dialogue horizontal entre différentes couches de la population et d'un dialogue vertical entre acteurs de la chaîne de justice et justiciables sont prévues pour décembre 2020. Elle sera précédée par un atelier de formation sur la collecte en novembre. Les cartographies, enquêtes de perception et analyses des besoins sécuritaires des populations en lien avec la mise en place des CCS seront finalisées. Un atelier d'échange avec les représentants des juridictions ciblées aura lieu en novembre 2020 pour valider le plan d'action des activités de renforcement des capacités des acteurs de la justice. Un premier atelier d'état de lieux sur une stratégie régionale de protection et d'une aide judiciaire effective ainsi qu'une première formation pour les avocats dans ces matières sont prévus pour décembre.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :
Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Pour le moment, il est trop tôt d'évaluer un changement structurel, institutionnel ou sociétal vu que le projet est au début de la réalisation des activités.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

Pour le moment, il est trop tôt d'évaluer un éventuel impact humain réel vu que le projet est au début de la réalisation des activités. Tous les partenaires d'exécution ont été recrutés, mais les activités viennent juste de commencer. Un intérêt croissant de certains acteurs ressort des différentes visites aux autorités. A titre d'exemple, un magistrat d'une localité visitée refusait de recevoir l'équipe parce qu'il jugeait les termes utilisés en défaveur de la justice. Après une discussion avec l'équipe où il lui fut expliqué la méthodologie, les contours du problème de l'accès à la justice ainsi que le lien impunité-conflits, il s'est dit favorable à une participation à nos espaces de dialogue afin de pouvoir discuter ouvertement et directement avec les populations.

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- “On track” – il s’agit de l’achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;
- “On track with peacebuilding results” - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.

Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.

Résultat 1: Les causes de l'impunité et les perceptions des acteurs dans les régions de Ségou et Mopti sont connues et un cadre de recherche des solutions répondant à la demande sociale de justice est mis en place à travers un dialogue multi-acteurs.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Durant la période, des missions ont été menées dans les 6 cercles pour à la fois présenter le projet aux acteurs clés et établir une cartographie des acteurs de la chaîne de justice et personnes influentes à impliquer. L'élaboration du baromètre participatif

sur la justice a également débuté. Le baromètre participatif permettra une compréhension commune des défis d'un système judiciaire répondant aux besoins des populations et de présenter les perceptions et attentes des populations et des acteurs concernées (populations et acteurs de justice). Il est élaboré en 4 étapes : conception, collecte de données, analyse et dissémination. Ainsi, un premier atelier de conception s'est tenu en juin 2020 (virtuel, à cause de la pandémie à COVID-19). Cet atelier a permis d'établir une compréhension commune, entre partenaires, des enjeux et de la valeur ajoutée du baromètre participatif, ainsi que de prendre les décisions clés. A cet effet, l'objectif et le sujet principal ainsi que les thèmes du baromètre ont été élaborés avec la participation de tous les partenaires.

Aussi, des décisions ont été prises sur les modalités de participation des parties prenantes dans l'élaboration des indicateurs et l'analyse des données.

L'objectif du baromètre est ainsi défini : comprendre les perceptions et le ressenti de la population sur la justice et l'impunité ; et influencer les décideurs à l'aide de ces résultats à adapter les programmes et politiques en matière de justice.

Pour atteindre cet objectif, les thèmes (un thème général avec 5 sous-thèmes) du baromètre ont été définis. Le thème général du baromètre est la gouvernance de, la confiance en, et l'accès à la justice (formelle et informelle) (Voir annexe pour plus d'informations).

Afin d'organiser la collecte de données, des indicateurs doivent illustrer chacun des thèmes. Par indicateur, il est question de tout signe ou changement permettant de déterminer la présence ou l'absence de caractéristiques pertinentes pour chaque thème. La conception de ces indicateurs est faite de manière participative et inclusive par les acteurs de justice et les représentants de la société civile des six (6) cercles du projet.

A cet effet, les 6 ateliers ont été facilités en septembre et octobre par l'équipe du projet avec 202 participants dont 26% de femmes.

Afin d'illustrer et de mesurer chacun des indicateurs élaborés lors de ces différents ateliers, des questions sont formulées par l'équipe du projet. Ces questions représentent le questionnaire du baromètre qui sera administré aux populations des 6 cercles au cours du mois de décembre.

Quant à l'atelier méthodologique qui a traité les détails de la collecte des données, il a eu lieu du 09 au 13 novembre 2020.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Les activités du résultat 1 ont été élaborées et mises en œuvre en intégrant pleinement la dimension genre. Le choix des participants pour l'élaboration du baromètre, l'administration du questionnaire et la participation aux séances de dialogue sont faits en respectant l'aspect genre. A cet effet, les besoins et les perceptions des femmes ressortent de manière transversale dans toutes les questions du baromètre. De plus, l'échantillon des personnes enquêtées dans le cadre du baromètre est représentatif de la population des communes de mise en œuvre du baromètre. En outre, 30% des participants aux différents espaces de dialogue sont des femmes et des focus groupes exclusivement féminins sont également prévus pour permettre aux femmes de prendre la parole plus aisément dans un espace sécurisé.

Résultat 2: Les acteurs de la justice formelle et informelle sont plus efficaces et disposent d'une confiance accrue de la part des populations afin de mieux combattre l'impunité dans les régions de Ségou et Mopti.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Durant les premiers 7 mois de mise en œuvre du projet, et malgré le contexte difficile mentionné plus haut, plusieurs activités ont pu être réalisées dans le cadre du résultat 2 du projet.

L'analyse du degré du fonctionnement et de prise en compte des droits humains et du genre au niveau de la chaîne civile et pénale des juridictions ciblées est en cours et les résultats seront discutés durant un atelier prévu à la fin du mois de novembre. Certains équipements en lien avec la prévention du COVID-19 ont en outre été fournis à ces juridictions afin de leur permettre de continuer à traiter les dossiers des personnes vulnérables, en particulier les femmes et enfants en détention.

En ce qui concerne la mise en place des comités consultatifs de sécurité (CCS) et la redynamisation des commissions foncières (COFO), les activités ont également démarré durant cette période. Une cartographie des acteurs clés à inclure au sein des CCS a été réalisée dans les régions de Ségou et Mopti. 50 décideurs locaux (dont 35% de femmes) ont été sensibilisés et engagés pour une meilleure participation des femmes dans ces comités. Les enquêtes de perception et les analyses des besoins sécuritaires des populations sont en cours ce qui permettra une mise en place effective des CCS d'ici le début de l'année 2021.

Un mapping des mécanismes de prévention et de gestion des conflits a en outre été réalisé et le travail de redynamisation des COFO a démarré au début du mois d'octobre. Les outils de formation des acteurs formels et informels sur les droits des femmes pour favoriser l'engagement des hommes sont élaborés et les formations seront dispensées dans le cadre du renforcement des capacités des autorités traditionnelles en matière de gestion des conflits.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Toutes les actions réalisées dans le cadre de ce résultat ont fait un focus particulier sur une participation égalitaire des femmes et des hommes afin de mieux combattre l'impunité dans la zone cible du projet y compris au niveau des **institutions judiciaires chargées de lutter contre l'impunité dans les zones ciblées**, des acteurs informels et des communautés conservatrices, traditionnellement réticentes aux questions de genre et d'égalité des sexes. Outre, les membres du Comité Genre du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ont examiné le plan de travail 2021 du comité incluant les activités du projet. La réunion a vu la participation de 11 personnes dont 5 femmes issues des services centraux et de la Cour d'appel de Bamako, 36 points focaux genre dont 20 femmes du secteur de la justice ont une meilleure connaissance du mécanisme institutionnel genre au Mali, des concepts genre et VBG, les droits de l'homme et les besoins stratégiques des femmes et l'accès des femmes à la justice grâce aux missions de prise de contact et aux appuis des membres du Comité Institutionnel Genre du département.

Résultat 3: L'accès à la justice des populations dans les régions de Ségou et Mopti est facilité et la protection des victimes saisissant les acteurs en charge de la lutte contre l'impunité est assurée.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Durant les premiers mois de la mise-en-œuvre presque toutes les activités préparatoires ont pu être finalisées, mais ont accusé un retard surtout lié au contexte décrit ci-dessus : le coordinateur national du projet a été identifié et sera bientôt opérationnel à Mopti. En collaboration avec l'organisation Justice Rapid Response de Genève, les consultants internationaux pour l'élaboration de la stratégie de la protection des victimes, témoins et sources et la mise-a-disposition d'une aide judiciaire effective aux victimes des violations et abus des droits de l'homme ont pu être identifiées, en tenant compte de limitations des voyages internationaux dues au COVID-19. L'appel pour les consultants nationaux qui accompagneront ces consultants internationaux a été lancé et sera finalisé en novembre. Les premiers ateliers d'état de lieux pour ces deux volets sont planifiés pour décembre 2020 et janvier 2021. Un accord avec le Barreau du Mali sur la coopération pour ce projet est en cours de finalisation et le premier tour juridique des avocats dans les régions est planifié pour printemps 2021. Les besoins en formation des membres du Barreau pour rendre l'aide judiciaire efficace et en accordance avec les standards internationaux d'assistance aux victimes des violations et abus des droits de l'homme ont été recensés et la première d'une série de trois formations sera organisée en décembre. L'appel d'offres pour le recrutement d'une entreprise de communication nationale qui coordonnera les activités de la campagne de sensibilisation sur les droits a été également lancé et sera finalisé en novembre 2020. Pour la mise-œuvre du renforcement des capacités de la CNDH, les termes de référence ont été élaborés avec la CNDH et l'accord de partenariat est en cours de finalisation.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Toutes les actions planifiées dans le cadre de ce résultat ont fait un focus particulier sur une participation égalitaire des femmes et des hommes afin de mieux combattre l'impunité dans la zone cible du projet.

Résultat 4:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Veillez sélectionner**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)



Partie III: Questions transversales

<p>Suivi: Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)</p> <p>Durant la période du rapport, le suivi de la mise en œuvre des activités a été fait avec l'appui du Chargé de suivi/évaluation de chaque organisation. Le HCDH a organisé des réunions de coordination sur le suivi du plan de travail.</p> <p>Pour les trois résultats, aucune activité spécifique de suivi n'a été tenue. En effet, les indicateurs renseignés l'ont été sur la base des listes de présence, autres documents créés pour le projet lui-même et des documents disponibles au sein des agences. Les indicateurs nécessitant des activités spécifiques de suivi (mesure des changements de point de vue ; niveau d'appropriation), sont en référence à des activités qui n'ont pas encore commencé. Un plan compréhensif de suivi et évaluation est en train d'être développé et sera partagé avec le Secrétariat du PBF, y incluant une analyse critique des indicateurs contenus dans le document de projet.</p>	<p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Oui</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Oui</p>
<p>Evaluation: Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Non</p>	<p>Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 74000.00</p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation (Limite de 1500 caractères): N/A</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.</p>	<p>Nom de donateur: Montant (\$):</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>N/A</p>

Partie IV: COVID-19

Veillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.

- 1) Ajustements financiers : Veillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

\$N/A

- 2) Ajustements non-financiers : Veillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

En termes de soutien logistique, certains équipements en lien avec la prévention du COVID-19 ont en outre été fournis à ces juridictions afin de leur permettre de continuer à traiter les dossiers des personnes vulnérables, en particulier les femmes et enfants en détention. Pour les consultances, des experts sous régionaux et nationaux ont été préférés aux consultants internationaux nécessitant des voyages intercontinentaux. Certaines activités ont été aussi adaptées pour respecter les mesures barrières pour les réunions en présentiel ou la tenue des réunions en virtuel.

- 3) Veillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

- Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication
- Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables
- Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières
- Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes
- Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »
- Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Les kits de prévention COVID-19 ont permis la continuité du fonctionnement. Des juridictions (Tribunaux de Grande Instance de Mopti et Segou) afin de permettre de continuer à traiter les dossiers des personnes vulnérables, en particulier les femmes et enfants en détention.

Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 Les causes de l'impunité et les perceptions des acteurs dans les régions de Ségou et Mopti sont connues et un cadre de recherche des solutions répondant à la demande sociale de	Indicateur 1.a Mesure dans laquelle les points de vue des acteurs des populations et acteurs de la justice sur les questions traitées dans les espaces de dialogue et échanges ont changé après avoir entendu/cherché à comprendre d'autres points de vue	0	A déterminer après l'étude de base	Questionnaire avec les membres de chaque plateforme de dialogue	N/A	L'étude de base sera administrée auprès des membres de chaque plateforme de dialogue lors de la tenue des activités de dialogue



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
justice est mis en place à travers un dialogue multi-acteurs	Indicateur 1.b Niveau d'appropriation des résultats issus du dialogue et du baromètre par les populations, autorités traditionnelles et les autorités du domaine de la justice (différencié hommes/femmes/jeunes)	0	5	1	N/A	L'indicateur sera renseigné après la diffusion des résultats du baromètre participatif
	Indicateur					
Produit 1.1 Une compréhension commune des défis sont établis avec la participation	Indicateur 1.1.1 Cartographie des acteurs disponible	0		1	N/A	La cartographie des acteurs a débuté et est mise grâce aux missions dans les 6 cercles d'intervention.
	Indicateur 1.1.2 Nombre de personnes enquêtées dans la	0	4000	4000	N/A	La collecte de données du baromètre se fera à partir de décembre 2020



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
n d'au moins 4210 personnes	mise en œuvre du baromètre participatif sur la gouvernance du système de la justice					
	Indicateur 1.1.3 Existence d'un baromètre	0	1	1	N/A	Le baromètre sera finalisé et disponible dans la première partie de l'année 2021
Produit 1.2 Un dialogue entre communautés et les acteurs de la justice au Centre du Mali est lancé et approprié par les parties prenantes, avec la	Indicateur 1.2.1 Nombre de participants aux focus groupes, seances de dialogue et projections, ventile par sexe et par age	0	480	300	166 dont 42 femmes soit 25%	
	Indicateur 1.2.2 Nombre de personnes qui écoutent les programmes radio effectues et	0	12300	4100	N/A	L'activité n'a pas encore commencé



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
participation d'au moins 960 personnes	rapports distribués					
	Indicateur 1.2.3 Nombre de plans d'actions conjoints, inclusives et sensibles au genre, élaborées et soutenues (en lien avec R2 et R3)	0	6	3	N/A Il n'est pas prévu de collecter cet indicateur durant la période du rapport.	L'activité n'a pas encore commencé
	Indicateur 1.2.4 Lancer une recherche de solutions durables et communes pour répondre aux besoins des parties prenantes (informant ainsi les R2 et R3)	0	6	3	N/A Il n'est pas prévu de collecter cet indicateur durant la période du rapport.	L'activité n'a pas encore commencé



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 1.3 360 personnes sont engagées à la recherche de solutions locales communes et les acteurs clés de la justice s'engagent à soutenir des changements durables	Indicateur 1.3.1 Nombre de personnes participant aux échanges et dialogues sur les rôles et responsabilités des acteurs de chaîne judiciaire	0	100	0	N/A	L'activité n'a pas encore commencé
	Indicateur 1.3.2 Nombre de cadres de rencontre avec les décideurs et acteurs internationaux sur la justice créée	0	14	5	N/A	L'activité n'a pas encore commencé
Résultat 2 Les acteurs de la justice formelle et	Indicateur 2.a Niveau de confiance des populations	TBD (baromètre)	augmentation de 5%		N/A	Baseline du baromètre sera disponibles durant le premier semestre 2021



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
informelle sont plus efficaces et disposent d'une confiance accrue de la part des populations afin de mieux combattre l'impunité dans les régions de Ségou et Mopti	envers les forces de sécurité dans les communes concernées par les CCS (données désagrégées hommes/femmes/jeunes)					
	Indicateur 2.b Niveau de confiance des populations envers les acteurs de la justice formelle (données désagrégées hommes/femmes/jeunes)	TBD (baromètre)	augmentation de 5%		N/A	Baseline du baromètre sera disponibles durant le premier semestre 2021
Produit 2.1 Les capacités des acteurs de la sécurité et de la justice	Indicateur 2.1.1 Nbre d'acteurs de la sécurité et de la justice formés par le projet, désagrégé par sexe et âge	0	330, dont 30% des femmes	150 (06/2021)	N/A	L'analyse des besoins sera finalisée au mois de novembre et les formations pourront démarrés durant le premier trimestre 2020.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
sont renforcées	Indicateur 2.1.2 Nbre de personnes sensibilisées sur la lutte contre la corruption et le rôle des acteurs de la sécurité et de la justice dans la lutte contre l'impunité, désagrégé par sexe et âge	0	1000 (dont 30% des femmes)	200 (04/2021)	N/A	Ces sensibilisations sont prévues dans le cadre de la mise en place des CCS. Elles seront réalisées durant le premier semestre 2021
Produit 2.2 Les Comités consultatifs de sécurité (CCS) inclusifs sont mis en place dans les communes où sont	Indicateur 2.2.1 Nbre de CCS opérationnels	0	6	3 (09/2021)	N/A	Le travail préparatoire de mise en place a démarré et les CCS seront opérationnels dans le courant du premier semestre 2021
	Indicateur 2.2.2 Nbre de personnes sensibilisées au rôle des CCS, désagrégé par sexe et âge	0	1000 (dont 30% des femmes)	200 (04/2021)	N/A	Ces sensibilisations sont prévues dans le cadre de la mise en place des CCS. Elles seront réalisées durant le premier semestre 2021



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
présents des forces de sécurité						
	Indicateur 2.2.3 Nombre d'acteurs de la sécurité et des représentants des OSC formé en matière de police de proximité, désagrégé par sexe et âge				NA	Ces formations sont prévues dans le cadre de la mise en place des CCS. Elles seront réalisées durant le premier semestre 2021
Produit 2.3 Les mécanismes formels et informels de gestion des conflits sont renforcés afin de prévenir les conflits	Indicateur 2.3.1 Nombre de commissions foncières redynamisées	0	115	50 (06/2021)	N/A	Le travail préparatoire de mise en place a démarré et les COFO seront opérationnels dans le courant du premier semestre 2021
	Indicateur 2.3.2 Nbre de personnes sensibilisées par le projet sur les mécanismes formels et	0	1000 (dont 30% des femmes)	200 (06/2021)	N/A	Ces sensibilisations sont prévues dans le cadre de la mise en place des COFO. Elles seront réalisées durant le premier semestre 2021



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
intercommunitaires	informels de gestion des conflits fonciers, désagrégé par sexe et âge					
Résultat 3 L'accès à la justice des populations dans les régions de Ségou et Mopti est facilité et la protection des victimes saisissant les acteurs en charge de la lutte contre l'impunité est assurée	Indicateur 3.a Existence d'une stratégie d'aide aux victimes	0	1	ébauche présentée et commentée par les acteurs	N/A	Ebauche sera présentée lors d'un atelier dans le premier semestre de 2021
	Indicateur 3.b Nombre de personnes touchées par les informations disséminées désagrégé par sexe et âge	0	32300	16000	N/A	Emissions radio commenceront avec les tours juridiques dans les régions du Barreau
	Indicateur 3.c Nombre de dossiers soumis par la CNDH et traités par les autorités judiciaires concernées	0	50	30	N/A	TdR sont en cours de finalisation



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 3.1 Une stratégie d'aide aux victimes de violations des droits de l'homme visant à assurer qu'elles reçoivent des informations, un soutien et une protection adéquats en vue de garantir leurs droits, est élaborée et mise en œuvre	Indicateur 3.1.1 Nombre de personnes ayant bénéficié d'une assistance par rapport au nombre de personnes recensées	0	350 (dont au moins 150 femmes)	150 (dont au moins 75 femmes)	N/A	Fonds d'assistance judiciaire sera conçu après les recommandations de l'expert international
	Indicateur 3.1.2 Nombre de réunions/plaidoyers portant sur le développement d'une stratégie nationale de protection des victimes et des témoins	0	4	2	N/A Il n'est pas prévu de collecter cet indicateur durant la période du rapport.	Commencera après la conception de la stratégie



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 3.2 Les organisations de la société civile, y compris les organisations de femmes et de jeune, le public en général et les médias sont mieux informés sur les droits relatifs à l'accès à la justice et les procédures judiciaires.	Indicateur 3.2.1 Nombre d'émissions produites	0	10	5	N/A	Production commencera dès que l'accord de collaboration avec le Barreau sera finalisé, première émission planifiée lors du premier tour juridique dans les régions
	Indicateur 3.2.2 % de personnes qui connaissent les droits relatifs à l'accès à la justice et les procédures judiciaires désagrégé par sexe et âge	n/a	augmentation de au moins 30%	5	N/A	Emissions commenceront avec les tours juridiques
	Indicateur 3.2.3 Nombre de dépliants produits et disséminés	0	20000	15000	N/A	Dépliants seront disséminés lors des tours juridiques
Produit 3.3 La présence et les	Indicateur 3.3.1 Rédaction et publication d'un	0	1	Ebauche présentée et discutée lors d	N/A	TdR ont été préparés



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
capacités d'intervention de la CNDH-Mali dans les régions de Mopti et Ségou sont renforcées et contribuent à une meilleure administration de la justice dans le centre du Mali.	rapport bien documenté sur l'accès à la justice			un atelier de restitution		
	Indicateur 3.3.2 Nombre de cas présentés par la CNDH lors de réunions de plaidoyer avec les autorités judiciaires concernées	0	5	2	N/A	Réunions de plaidoyer n'ont pas encore commencé
	Indicateur 3.3.3 Le cadre de concertation est pleinement opérationnel avec une participation accrue des organisations	faible participation	plus grande participation	une bonne représentation / participation des OSC locales au sein du cadre de concertation	N/A	Evaluation de la participation dans le cadre de concertation en cours



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	locales					